



Françoise Roche
Thierry Druais
Co-secrétaires généraux.



5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753
FR41@orange.fr / gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

Les CO-PSY sont-ils les prochains TOS des régions ?

Les choses se précipitent : l'ARF (Association des Régions de France) par l'intermédiaire de son nouveau président, Hervé MORIN, et de son président délégué, François BONNEAU, à la suite d'une rencontre avec le Premier Ministre le 15 janvier 2018, pavoise ; les régions auraient la main sur l'apprentissage au détriment des branches et auraient obtenu droit de regard sur l'orientation ...

L'orientation ne se pratique pas exclusivement en LP ; elle est au service de tous les établissements scolaires, en particulier les collèges et les lycées d'enseignement général et technologique. La prise en charge de l'orientation par les régions signifie-t-elle que les personnels d'orientation dépendraient des régions ? C'est selon : ceux qui le souhaitent pourraient être rattachés à la région de leur choix.

Cela ressemble fort à l'opération qui a territorialisé les TOS, naguère ... Les Techniciens et Ouvriers Spécialisés, agents de la Fonction Publique d'Etat, eurent le choix d'y rester ou d'opter pour la Fonction Publique Territoriale. Mais, au bout du compte, les TOS, restés agents de l'Etat, furent mis au service des territoires et assimilés par leurs missions aux agents territoriaux.

Le SNCA e.i.L. Convergence l'a constaté et dénoncé à plusieurs reprises : les TOS territoriaux n'ont pas d'avancement au mérite républicain ce qui contribue au recul de leur formation et à la stagnation culturelle de la Nation.

Le corps des CO-PSY rénové en corps de Psychologues de l'Education Nationale va-t-il, à peine formé (le premier concours du recrutement a eu lieu en 2017), devenir non seulement un objet de convoitise pour les régions, mais surtout un corps en dislocation ?

Les Conseillers d'Orientation sont là pour aider les élèves à faire émerger un projet personnel, mais pas pour se lier aux initiatives électoralistes des élus des régions.

Paris, le 17 janvier 2017